
Histoire de la modernité religieuse

Rita Hermon-Belot



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16894>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 323-325

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Rita Hermon-Belot, « Histoire de la modernité religieuse », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2005, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16894>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire de la modernité religieuse

Rita Hermon-Belot

Rita Hermon-Belot, *maître de conférences*

La liberté des cultes en France : parcours historique et anthropologie religieuse

- 1 LA physionomie des cultes en France s'est pour une large part dessinée dans le cadre des « cultes reconnus » qui a présidé à leur destin de son instauration à partir de 1802 jusqu'à la séparation des Églises et de l'État en 1905. Hommes politiques, juristes et historiens ont même volontiers évoqué un « système » des cultes reconnus. Notre travail des années précédentes sur le dispositif législatif napoléonien qui en avait constitué le premier socle a pourtant établi combien celui-ci avait procédé d'une suite d'approximations, de réaménagements et d'ajouts successifs, répondant souvent à des considérations d'un ordre largement extérieur. Il s'avère d'autant plus nécessaire de retracer à la fois l'accession des cultes reconnus au rang de « système » et les critères qui ont pu y présider, mais également la construction largement rétrospective qui en a fait une référence aussi indiscutée qu'inexorablement statique de nos représentations les plus contemporaines.
- 2 Nous avons commencé par essayer de cerner les réactions des fidèles des différents cultes à la publication et à la mise en vigueur de l'appareil législatif promulgué en 1802. Entre ceux qui en bénéficient sans avoir été consultés et ceux qui n'en bénéficient guère, elles sont d'ordre très divers, mais témoignent d'une très large adhésion au principe d'un rapport étroit entre les cultes et l'État. Nous avons également tenté d'évaluer la place qu'a pu occuper le souci de la pluralité dans l'édification de la société postrévolutionnaire en étudiant l'articulation et l'harmonisation des mesures concernant la religion avec celles qui forment le Code civil en 1804, et en procédant à un premier sondage sur les conditions de leur mise en œuvre. Sondage qui a également signalé le surgissement de toute une série de problèmes très concrets.

- 3 Mais la constitution en système résiderait dans le passage de la simple recherche de dispositions spécifiques à chaque culte à un dispositif cohérent offrant des conditions effectivement comparables à tous, et notamment à ceux qui pourraient se présenter à l'avenir. Une des hypothèses que nous avons voulu suivre consistait à prendre pour étape décisive la décision de légiférer pour un culte non chrétien. C'est pourquoi nous avons consacré une série de séances à l'élaboration des mesures concernant les juifs et le judaïsme. Il s'agissait de reconsidérer nombre de données déjà mises au jour par l'historiographie, notamment par la thèse, parue en 1928, de Robert Anchel, *Napoléon et les Juifs*, en les replaçant systématiquement dans le contexte large de l'organisation napoléonienne des cultes. L'entreprise a aussitôt fait ressortir les dimensions politiques de la question en montrant le combat qui s'est livré au long des deux années qu'a exigé l'élaboration des décrets publiés en mars 1808. Un parti antirévolutionnaire, mêlant le plus étroitement politique et religion, s'est employé à faire considérer l'émancipation des juifs comme une des plus grandes erreurs d'une Révolution prise en faute dès l'étape constituante et surtout comme une mesure en réalité provisoire et soumise à condition, ce qui permettait de remettre en question la citoyenneté des juifs et de réclamer des lois d'exception à leur encontre, point de vue auquel l'Empereur s'est montré d'autant plus sensible qu'il y voyait un moyen de rallier des secteurs de l'opinion hostiles à la Révolution. Une telle position s'est heurtée si ce n'est à un parti, au moins à un noyau particulièrement actif et ferme au sein du Conseil d'État. Les dignitaires du nouveau régime, tous anciens membres des assemblées révolutionnaires, montrent ici leur attachement aux acquis de la Révolution et surtout au plus fondamental d'entre eux, la suprématie et l'inaltérabilité des principes. Se dessine ainsi un courant libéral au centre duquel on retrouve Talleyrand, âme et pivot de réseaux dont l'indéfectible attachement à la liberté et à l'égalité des cultes traverse tous les régimes successifs.
- 4 Ce séminaire se veut également un lieu de confrontation et de comparaison des diverses modalités d'exercice de la liberté des cultes et particulièrement de leur régulation par les États. Éloi Fiquet nous a présenté une expérience particulièrement ancienne de cohabitation plurielle des cultes en Éthiopie, tandis que les pistes comparatives entre le Royaume-Uni et la France au XIX^e siècle, tracées par Séverine Mathieu et Jean Baubérot, ou l'accommodement comme principe d'ajustement de la laïcité américaine étudié par Fabienne Randhaxe, nous ont permis d'ouvrir une comparaison entre voies françaises et anglo-saxonnes qui doit constituer un axe essentiel de nos travaux.

Publication

- Dir., « Port-Royal et le peuple d'Israël », *Chroniques de Port-Royal*, 53, Paris, 2004.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe